

L'OMC joue sa légitimité à Bali

Publié sur RFI (<http://www.rfi.fr/>) Créé le 2013-12-03 11:32

Par Mounia Daoudi
Commerce mondial

Les représentants des 159 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) réunis à Bali ont quatre jours pour trouver un compromis sur la libéralisation des échanges mondiaux. Ce compromis semble nécessaire, car en cas d'échec, c'est la légitimité même de l'organisation qui serait remise en cause. En effet, depuis la création de l'OMC en 1995 et le lancement du cycle de Doha il y a 12 ans, aucun accord n'a encore été signé. Mettre d'accord 159 pays n'est pas une mince affaire. Que pourra faire le Brésilien Roberto Azevedo là où Pascal Lamy a échoué ?

Le Brésilien Roberto Azevedo va-t-il réussir là où le Français Pascal Lamy a échoué ? Depuis la création de l'OMC en 1995 et le lancement du cycle de Doha il y a douze ans, aucun accord n'a encore été signé pour garantir une plus libre circulation des biens. Et c'est là tout le drame de cette organisation qui fonctionne sur le principe du consensus. Or, réussir à mettre d'accord 159 pays aux intérêts économiques très divers n'est pas une mince affaire.

Lionel Fontagné, professeur d'économie à l'université Paris 1, estime pourtant que les participants à la conférence de Bali pourraient parvenir à un accord *a minima*. Après l'échec de Cancun en 2003, celui de Hong Kong en 2005 puis ceux de Genève en 2009 et 2011, « *un accord représenterait certes un pas important pour Roberto Azevedo* », qui a succédé à Pascal Lamy en septembre dernier, estime ce chercheur.

→ **A (RE)LIRE : OMC: Roberto Azevedo devra relancer le processus de Doha**

« *Cela sauverait les apparences, car le menu sur lequel les pays pourraient s'entendre à Bali est très loin d'avoir l'ambition - en terme de développement et de libéralisation des échanges - de celui sur lequel les Etats membres s'étaient mis d'accord* », précise Lionel Fontagné. Selon certains experts, les ministres vont plancher sur un paquet de mesures qui représente moins de 10% des ambitions du cycle de Doha.

L'Inde vent debout

Parmi les sujets qui risquent de cristalliser les tensions à Bali, il y a la question des stocks alimentaires. Une question portée par l'Inde qui, au nom de la sécurité alimentaire, réclame le droit de constituer - sans conditions - des stocks pour nourrir à bas prix les plus pauvres. Or, l'OMC y voit une subvention à l'agriculture et cherche à imposer certaines limites. Ce qu'approuve Jean-Christophe Debar, le directeur de Farm, la fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde.

→ **A (RE)LIRE : L'Inde, un géant à bout de souffle**

Selon cet ingénieur agronome, « *il y a différentes manières d'appréhender la question de la sécurité alimentaire. L'Inde a, par exemple, choisi d'augmenter la production de ses agriculteurs et de la redistribuer aux plus démunis. Le Brésil, lui, a préféré soutenir la consommation des ménages les plus pauvres* ».

Jean-Christophe Debar reconnaît qu'« *il est normal que les pays aient une autonomie par rapport à cette question de sécurité alimentaire* ». Il souligne toutefois que cela ne doit pas se faire au détriment d'autres Etats. « *Au fond, ce que cherche à faire l'OMC, c'est d'instaurer suffisamment de contrôle pour qu'une politique pratiquée par un pays ne viennent pas affecter ses voisins* », conclut le directeur de Farm. Car, ce que redoutent certains pays, au premier rang desquels le Pakistan, c'est que l'Inde brade *in fine* ses stocks aux dépens des producteurs des autres pays.

Rien de contraignant

Les ministres parleront également à Bali de facilitation du commerce et de développement, mais sans qu'il y ait de mesures contraignantes. Car l'important, à Bali, est bien d'arracher un accord. Sans quoi, l'OMC serait disqualifiée. Pas question, par exemple, de remettre en cause le statut de pays en développement des grands émergents, ce que réclament pourtant de façon ferme les pays avancés.

→ A (RE)LIRE : L'Organisation mondiale du commerce a besoin d'un nouveau souffle

Sébastien Jean, directeur du CEPII, le Centre d'études prospectives et d'informations internationales, estime ainsi que « *la conclusion d'un accord ne changerait rien à l'impasse dans laquelle se trouve l'OMC* ». Selon cet économiste, ce qui compte aujourd'hui c'est « *le marchandage susceptible d'être mis en œuvre entre les pays avancés et les émergents* ». Or, ce « *marchandage* » est au point mort, les émergents refusant de renoncer au traitement spécial et différencié - accordé à tous les pays en développement - qui leur permet de faire peu de concessions.

Dans ce contexte, les économies avancées, qui refusent de considérer la Chine, l'Inde ou le Brésil comme des pays en développement, n'ont aucun intérêt à obtenir un accord sur la libéralisation des échanges commerciaux mondiaux.

Quel avenir pour le multilatéralisme ?

Et pendant que les choses stagnent à l'OMC, d'autres accords sont en négociations, comme le partenariat trans-Pacifique ou l'accord de libre échange entre Européens et Américains. Mais pour Sébastien Jean, le cadre de l'OMC est le seul qui ne laisse personne sur le côté. « *Il est le seul qui soit inclusif, qui permette d'associer tout le monde à une négociation* », insiste-t-il.

→ A (RE)LIRE : L'Afrique, continent de croissance et de pauvreté

Et en cas d'échec, ce sont les pays pauvres qui auraient le plus à perdre. « *Ces Etats n'ont pas de moyens de pression, leurs marchés intéressent assez peu les autres pays* », explique Sébastien Jean. Pour cet économiste, « *les pays africains risquent ainsi d'être mis à l'écart des nouvelles règles qui vont être définies, de ne pas avoir leur mot à dire pour les définir et de ne pas être dans les accords qui vont compter* ». Une perspective qui explique sans doute le soutien massif des pays du Sud à la conclusion d'un accord à Bali.